En Bretagne et ailleurs, ils luttent contre l'accaparement des terres

Le collectif "Paysans sans Terre" est en pleine phase de constituion. Dans un appel , les initiateurs expliquent que le collectif "a pour objectif de rassembler et soutenir les porteurs de projets (en agriculture paysanne respectueuse de l'environnement) en recherche de terre face aux lobbies (agro alimentaires, syndicat majoritaire, banques et autres) et au bétonnage abusif des terres nourricières." "Il devient de plus en plus difficile pour ces jeunes en projet dit "atypique" d'acquérir un outil de travail et de développer un projet de vie. En se regroupant en collectif, l'idée est d'échanger et de se soutenir et enfin de travailler sur nos projets respectifs avec des structures associatives travaillant sur le soutien aux installations alternatives (GAB, réseaux agriculture durable, CIVAMs, Terre de Lien, confédération Paysanne, RTF, réseaux locaux d'économie sociale et solidaire, etc)", détaillent-ils. Plus d'infos seront disponibles dans les prochaines semaines sur un blog dédié.

Interview d'Ignacio Del Valle Medina, activiste mexicain, rencontré à Saint-Nolff (56) lors du festival Mamm Douar le 29 juin dernier. Il évoque ici la lutte contre l'accaparemment des terres, et son combat contre un projet d'aéroport, qu'il compare à celui mené en France à Notre-Dame-Des-Landes.

Ignacio del valle medina, peux-tu te présenter ?

Je viens de San Salvador Atenco (une région du centre sud du Mexique ndlr) et je fais partie d'une organisation qui y

défend les peuples sans terre.

Quel problème rencontrez-vous avec votre droit à la terre dans ton pays ?

Le problème en particulier à Atenco, c'est qu'on nous impose des projets qui ne répondent pas aux besoins réels de notre pays. Le système de gouvernement caduque, corrompu, insensible aux réels besoins du peuple, impose les lois de l'économie des entreprises.

Le gouvernement ne consulte pas les parties concernées, mais concède les permis. La construction de n'importe quel projet d'autoroute sous l'impulsion d'initiatives privées est lancée. Dans le cas spécifique d'Atenco, un projet d'aéroport est en train de voir le jour sur des terres habitées par des communautés ancestrales, une racine historique. Le gouvernement fait des concessions à des multinationales qui ne portent aucun intérêt pour les populations locales et pour la réalité. C'est le résultats du libre échange où la richesse nationale se voit vendue, sa faune et sa flore sont bradées. Quant aux métaux, à l'eau, tout ce qui peut générer du gain pour les capitalistes, ceux-ci s'en emparent.

L'instabilité sociale est très forte. Par exemple, lors des derniers huit mois du gouvernement actuel, nous comptons quasiment 10 000 disparus sous le prétexte de la lutte contre les narco-trafficants. La protestation sociale dans notre pays est criminalisée. Prenons l'exemple d'Atenco, d'où nous venons. Pour défendre notre terre, ils nous incarcèrent, nous assassinent. Ils violent nos femmes... Nous devons dénoncer cela, nous ne pardonnerons pas et nous ne l'oublierons pas. Ce n'est pas une forme de vengeance, mais une lutte pour la justice qui ne se reproduira ni dans notre pays, ni ailleurs. Face à ces représailles à la protestation sociale, Atenco considère que si il y a une raison légitime à défendre, c'est bien la terre.

Que faites-vous pour lutter ?

C'est un consentement mutuel du peuple. Cet affront surgit comme une réponse naturelle des peuples qui se disent : pourquoi devrais-je quitter cette terre qui est la mienne ? Pourquoi devrais-je quitter cette terre alors que jamais, ils ne nous ont avisés. De quel droit arrivent-ils en disant : pars, cette terre n'est pas la tienne ? Ils n'ont pas pris en connaissance l'histoire, la culture, nos traditions, nos coutumes, notre mode de vie. Notre manière de nous organiser est efficace parce que nous nous connaissons bien entre communautés. Quitter nos terres nous touche chacun beaucoup, car cela signifie pour nous, quitter notre univers, Et nous défendre est un droit légitime. Dénoncer est également un droit légitime Ce projet d'aéroport sera construit avec une ville futuriste. Nous ont-ils avisés pour mener à bien ce projet ? Jamais, alors que nous sommes les premiers concernés puisque c'est de notre terre qu'il s'agit. Ils nous imposent leurs actions à travers des moyens de communication élaborés.

Je suis ici pour dire que la solidarité internationle, le travail des ONG, fonctionnent, donnent un poids aux luttes des peuples. A Atenco, nous savons reconnaître cette aide internationale. Ici aussi, on s'oppose à un aéroport, Notre-Dame des Landes. Cette lutte, elle est la nôtre. Nous nous y identifions depuis le mexique, la lutte continue, Atenco ne se vend pas, la terre nous l'aimons et nous la défendons.

Plus d'infos:

www.ingalan.org/002-actions/362-mamm-douar-manu-chao-a-st-nolf
f.html

Le calendrier, du collectif Paysan sans terre sur

paysansansterre.noblogs.org